

Des origines et des conséquences de la globalisation

Le phénomène de la globalisation est très fréquemment défini comme l'interdépendance croissante des économies nationales. A titre d'illustration, beaucoup d'auteurs font référence à la croissance plus rapide du commerce international par rapport à la production, ou à la poussée des investissements directs étrangers, et plus récemment encore à l'explosion des fusions-acquisitions. En parlant de la globalisation financière on fait généralement référence au volume exorbitant des opérations de change au niveau mondial.

Ces évolutions sont indéniables. Le phénomène de la globalisation ne se réduit pourtant pas à ce processus économique s'étendant dans l'espace. Pour bien saisir l'ampleur du phénomène de la globalisation, il nous semble important de regarder d'abord ce qui différencie le phénomène de la globalisation de celui de l'internationalisation et de la transnationalisation. Ensuite nous essaierons de présenter les origines du phénomène de la globalisation entendu au sens large. Finalement, nous discuterons quelques conséquences de la globalisation.

1. La globalisation, un phénomène nouveau?

En partant d'une conception restrictive du terme globalisation ("interdépendance croissante entre toutes les nations du monde") l'on a effectivement des difficultés à percevoir la nouveauté du phénomène. En effet, au début du XXe siècle certaines économies étaient déjà très ouvertes et des flux de capitaux internationaux significatifs furent enregistrés. A une longue phase d'internationalisation (marquée surtout par des échanges de biens) a succédé à partir des années 60 la phase de multinationalisation ou de transnationalisation. Celle-ci s'est traduite par d'importantes implantations d'unités de production (c'est-à-dire de filiales d'entreprises multinationales) du Nord dans le Sud, entre autres pour se rapprocher des ressources naturelles à exploiter. Parallèlement on a aussi assisté à des investissements entre pays du Nord.

A la suite de l'anéantissement de la bipolarisation idéologique et du processus de libéralisation économique, il y a eu une tendance à l'uniformisation des références économiques. Par ailleurs,

certains pays (notamment d'Asie) ont joué un rôle croissant dans les échanges internationaux. En dépit de ces facteurs structurels indéniables, on ne peut pas conclure à une mutation profonde des relations économiques au plan mondial. L'essentiel des échanges de biens et de services, ainsi que des flux de capitaux à long terme (investissements directs) et à court terme reste cependant concentré au sein de la Triade (Etats-Unis, Union Européenne, Japon) ou en relation avec elle. Aussi l'intensification du commerce international et l'accroissement des flux de capitaux ne peuvent-ils à eux seuls justifier la mise en exergue d'un nouveau concept : la globalisation. Les termes d'internationalisation, de multinationalisation ou de transnationalisation reflètent assez bien ces tendances. Pour souligner une éventuelle accentuation, l'on n'a qu'à signaler le renforcement ou l'intensification de tel ou tel phénomène d'ailleurs inhérent au capitalisme.

Alors, l'introduction d'un nouveau concept – en l'occurrence celui de la globalisation – est-elle contre-indiquée ? A notre avis non, à condition de donner à ce nouveau concept un sens plus large que la seule "interdépendance croissante des économies nationales ou l'accroissement des flux et échanges internationaux". Pour clarifier cet aspect de la question, il convient de rappeler les origines du phénomène de la globalisation.

2. Des origines de la globalisation

En réalité, la globalisation est la résultante d'un ensemble de mutations importantes qui se sont produites au cours du dernier quart de siècle. Parmi tout un ensemble de changements, nous considérons que le phénomène de la globalisation est une conséquence due essentiellement à deux

La notion de "globalisation" englobe d'autres dimensions que le seul espace (géographie, le globe), en l'occurrence la dimension du temps (l'accélération, la vitesse) et la dimension organisationnelle.

mutations et plus précisément aux interactions entre ces deux mutations qui se sont produites dans le domaine *technologique* et dans le domaine *politique*.

2.1 Mutations technologiques

Deux secteurs ont été particulièrement touchés par de profondes innovations au cours des dernières années: le secteur des transports, et celui de l'information et des communications. Dans le secteur des transports on a assisté à des améliorations extraordinaires en termes de qualité (avec une augmentation du confort et une augmentation de la vitesse) et parallèlement à une baisse substantielle des prix. Un phénomène similaire s'est produit dans le domaine de la communication et de l'information. Nous sommes tous témoins d'une nette augmentation de la qualité de la circulation des informations et des potentialités pour la transmission de masses considérables d'informations - et tout ceci à des prix fort intéressants. Une première caractéristique de cette double évolution est bien *l'accélération*. Il en résulte un raccourcissement des distances et un rétrécissement des délais.

En parlant de globalisation, beaucoup d'auteurs se limitent au premier phénomène: celui du raccourcissement des distances. Ils s'arrêtent à l'idée que le facteur essentiel de la globalisation est en fait la facilitation des échanges sur l'ensemble de la planète. Certaines caractéristiques sont évidentes : se déplacer plus facilement aux quatre coins du monde, faire du commerce avec tous les pays du monde ou encore transmettre des capitaux ou des masses d'informations à l'ensemble de la planète 24 heures sur 24. Il est toutefois clair que le phénomène de la globalisation ne peut pas être réduit à cet élément *d'espace*. En effet, le phénomène de la globalisation se traduit par une mutation profonde de tout un ensemble de volets organisationnels de la société. Sous cet angle la caractéristique de *l'accélération* joue également un rôle très important. Nous observons, en effet, une accélération non seulement dans la transmission des informations ou dans l'échange des biens et des services, mais également dans le processus d'innovation et dans la diffusion de ces innovations. Pour ce qui est du processus d'innovation, nous constatons tous à quel rythme se suivent les nouveaux développements en matière informatique, télématique etc. Il n'est d'ailleurs pas rare que certaines innovations considérées au départ comme des révolutions soient très rapidement dépassées par de nouvelles innovations. A ce titre on peut citer la télécopie: elle vient à peine de concurrencer la lettre manuscrite qu'elle est elle-même dépassée par le message électronique. La cadence des innovations est complétée par la rapidité de leur diffusion. En effet, les innovations technologiques sont non seulement en train de

se succéder rapidement, mais les nouveaux produits connaissent également une diffusion rapide auprès d'un grand nombre d'utilisateurs.

A côté de la caractéristique de *l'accélération*, relevons encore *l'envergure* de la mutation en cours. En effet, la révolution technologique dans les domaines des transports et communications concerne tout un ensemble de domaines de la société et ne se limite pas seulement à la progression extraordinaire d'un secteur économique bien particulier, en l'occurrence celui des communications. L'ensemble de l'organisation de la société est affecté. Qu'il s'agisse des domaines politiques, sociaux et culturels; qu'il s'agisse de l'organisation de l'administration publique, de l'organisation des entreprises ou encore de l'organisation quotidienne des individus - tous sont concernés par cette mutation profonde. En partant de ce fait, on peut dire que le phénomène de la globalisation est un *processus sociétal, dynamique et dialectique*.

En prenant en considération tous ces éléments, l'on ne peut pas limiter la globalisation à une plus grande interdépendance des nations. En effet, des transformations beaucoup plus profondes sont en vigueur et la dimension géographique (espace) n'est qu'une facette de ce phénomène complexe. De ce point de vue, la référence au substantif "globe" ne suffit pas pour comprendre l'étendue du phénomène de la globalisation. Elle est trop restrictive et se limite à la dimension de l'espace. Aussi l'utilisation du terme „mondialisation“ a-t-elle un effet réducteur. Par contre, la notion de "globalisation" permet d'avoir une vue plus large en intégrant la *globalité* du processus en cours - avec une référence à l'adjectif "global".

À qui profitera
le 21^e siècle ?



Elle englobe d'autres dimensions que le seul espace (géographie, le globe), en l'occurrence la dimension du temps (l'accélération, la vitesse) et la dimension organisationnelle.

2.2 Décisions politiques

Pour déceler les facteurs politiques à l'origine du phénomène de la globalisation, il y a lieu de distinguer deux volets: celui de l'idéologie ou de la pensée politique et celui de la décision, de l'action, de la responsabilité politique. Commençons par le dernier volet: celui de l'action politique.

Il doit être accepté que la globalisation n'est pas un processus naturel. Elle est certes rendue possible par les progrès techniques dont nous venons de parler, mais ces derniers sont réalisés dans un cadre politique donné et souvent à la suite de décisions et actions politiques bien déterminées. Ainsi les mesures de libéralisation, de déréglementation dans le secteur financier, d'abord, dans les domaines des transports et des communications, ensuite, ont largement favorisé le processus de globalisation.

L'extension de ce développement à une multitude de domaines et sa quasi-généralisation au niveau de la planète ont bien sûr été accélérées après l'effondrement du mur de Berlin et l'intégration de presque toutes les nations dans le système économique mondial. Le processus d'intégration est d'ailleurs très marqué en matière commerciale où bon nombre de nations ont rejoint la nouvelle organisation mondiale du commerce (OMC) ou y ont posé leur candidature (y compris la Chine).

Sous un aspect plutôt idéologique, la globalisation prend souvent la fonction d'un artefact destiné à légitimer ou délégitimer des décisions politiques. Pour les uns la globalisation constitue une opportunité, voire une panacée. L'ouverture, l'adaptation, l'intégration et la libéralisation sont des garants de croissance, de performance et d'efficacité. Pour les adeptes de cette approche, les uniques perdants sont ceux qui ne suivent pas cette voie. Pour d'autres la globalisation n'est qu'horreur et démission. Globalisation est synonyme de peur, de perte de souveraineté, d'abandon d'identité et de démocratie, de domination du "tout marché". L'opposition entre le discours optimiste et le discours pessimiste reste souvent artificielle et contribue, plus qu'à clarifier, à voiler ce que ces discours ont en commun. Dans les deux cas, la globalisation est présentée comme un processus quasi inéluctable et difficilement contrôlable qui échappe au pouvoir des acteurs politiques (Guilhot 1999, 8).

Or nous venons de voir que la globalisation est en grande partie la résultante d'une évolution et d'un ensemble des décisions politiques. Il est toutefois indéniable que la globalisation a trans-

formé et continuera à changer le rôle et les fonctions de l'Etat-nation et des acteurs politiques. Nous reviendrons plus loin à cette question.

3. Des conséquences de la globalisation

Comme nous l'avons noté au début de l'article, les conséquences de la globalisation sont multiples et elles affectent la quasi-totalité des domaines d'activité. Dans la suite, nous voulons limiter notre commentaire à trois domaines particuliers, à savoir: l'économie, la politique et le social - tout en sachant que la globalisation se manifeste de manière très puissante dans le domaine de la finance, mais aussi dans le domaine culturel et même dans la vie privée de tous les citoyens de cette planète.

3.1 Fragmentation du processus de production

Dans le domaine *économique*, l'on constate une profonde modification de l'organisation de la production. Celle-ci se traduit par deux phénomènes particuliers: la prédominance des activités de services et la segmentation de la production avec ses conséquences sur le commerce international et les investissements directs à l'étranger.

Comme nous l'avons vu, la révolution technologique dans les domaines de la communication et des transports facilite les transmissions de toute sorte d'éléments (e.a. des biens, des services, des informations). Cette facilitation engendre des réorganisations de la production et du commerce. Une conséquence primordiale au niveau de la production est la fragmentation du processus de production des biens et des services. Au lieu de réaliser toute la production en un même lieu, on peut produire en phases successives (p.ex. exploitation d'une matière première dans un pays, première transformation dans un second pays, seconde transformation dans un troisième pays, finalisation du produit dans un quatrième pays avant la vente à un client dans un cinquième pays). Aux seuls échanges de matières premières et de produits finis (entre deux pays) s'ajoute - s'intercale - ainsi tout un ensemble d'échanges de biens intermédiaires. Ce développement (rendu possible par les innovations et par la réduction des coûts dans le domaine des transports) constitue une composante essentielle du développement du commerce international. Une part importante de ce commerce est dès à présent constituée d'échanges de biens intermédiaires qui sont en très grande partie réalisés au sein de groupes multinationaux - échanges intra-firme. La fragmentation du processus de production est également un facteur explicatif de la progression extraordinaire des investissements directs à l'étranger et de l'intensification de la multi (ou trans-) nationalisation, du fait de l'implantation (à

L'Etat-nation est tiraillé entre le défi local et le défi global. Par moments l'Etat trop grand pour agir au niveau local est trop petit pour agir au niveau global.

l'étranger) d'un nombre croissant d'unités de production.

Il est important de noter que les transformations technologiques renforcent le rôle de la production et de l'échange d'informations. Ces nouvelles orientations touchent directement à l'organisation de l'activité au sein des entreprises et entraînent une profonde restructuration dans le recrutement du personnel. Ainsi, nous constatons une réduction de plus en plus forte du personnel peu qualifié et le nombre des ouvriers se réduit très fortement. Par contre, on engage de plus en plus de personnel qualifié (des gestionnaires, des organisateurs). Ce processus génère plusieurs défis. L'orientation vers une société de l'information et le recrutement d'un personnel hautement qualifié pose la question de l'intégration de toutes les personnes, y compris celles qui ont des difficultés d'adaptation ou bien des limites de capacité de formation.

3.2 Défis de la gouvernance

Venons-en maintenant aux conséquences dans le domaine *politique*. De manière simplificatrice beaucoup d'auteurs avancent la thèse de la disparition de l'Etat-nation dans un monde globalisé. Plutôt que de partager l'idée de la disparition de l'Etat-nation, nous rejoignons l'analyse de ceux qui considèrent que certaines fonctions de l'Etat-nation sont en voie de disparition. Ou autrement formulé, les Etats-nations se trouvent face à la question de la gouvernance et sont dans l'obligation d'inventer de nouvelles formes pour gouverner. Pour ce qui est du contexte international, l'Etat-nation doit en fait faire face à une concurrence d'autres acteurs qui agissent au plan international comme p.ex. les entreprises multinationales, les organisations internationales et les organisations non gouvernementales (ONG). Le développement des technologies et la facilité d'assurer la communication autour de la planète à une vitesse extraordinaire pose effectivement des défis de régulation.

Schématiquement on peut noter cinq niveaux de régulation. Au centre, on a comme par le passé l'acteur prédominant c.-à.-d. l'Etat-nation, donc le niveau national. Dans la plupart des pays on constate un niveau régional qui est infra-national et finalement le niveau local. Par contre, l'Etat-nation est également impliqué dans des relations dépassant le territoire national à savoir un niveau régional (supranational) et bien sûr des défis au niveau mondial. L'Etat-nation est donc tiraillé entre le défi local et le défi global. Comme le soulignent certains auteurs, par moments l'Etat trop grand pour agir au niveau local est trop petit pour agir au niveau global. Les défis de la nouvelle gouvernance sont donc de deux ordres. D'une part, il y a nécessité de réformer les rôles et les fonctions



À qui profitera le 21^e siècle ?
(Photo: UNICEF)

de l'Etat pour faire face au nouveau contexte créé par les nouvelles technologies et pour dégager de nouvelles formes de gouvernance afin de marier à la fois les rôles de régulation au niveau régional et local c.-à.-d. à l'intérieur du territoire national, ainsi qu'au niveau régional (supranational) et mondial. D'autre part, au-delà de ces défis majeurs, l'Etat-nation doit également trouver les modalités d'action face à d'autres acteurs qui agissent également au plan international et mondial dont nous avons parlé (entreprises multinationales, organisations internationales et ONG).

3.3 Nouveaux risques inégalitaires

Enfin dans le domaine *social*, le phénomène de la globalisation recèle deux types de risques inégalitaires. Avant de les aborder, il est peut-être important de faire une remarque préliminaire. En effet, au sujet des conséquences sociales, deux approches se confrontent: d'une part, il y a les optimistes de la globalisation qui ne voient que panacé et chances dans le nouveau développement et qui excluent presque mécaniquement tout problème. De l'autre côté, on a les pessimistes de la globalisation qui avancent toutes sortes de problèmes inhérents à la globalisation et mettent en exergue de manière déterminée toutes sortes d'effets néfastes. En évoquant des risques inégalitaires, nous voulons souligner que ces inégalités ne sont pas une fatalité, mais sont des éléments qui peuvent se produire en absence d'actions contraires et à défaut de régulation du processus que constitue le phénomène de la globalisation.

Les deux risques inégalitaires se situent, d'une part, dans la répartition des richesses et, d'autre

part, dans la répartition et la maîtrise du savoir. Le premier phénomène est ancien et est très souvent caractéristique des révolutions technologiques importantes. Généralement celles-ci se caractérisent par une évolution plutôt disparate et inégalitaire dans une toute première phase (où les détenteurs des innovations réalisent des bénéfices importants) et ce n'est que dans une seconde phase de rattrapage qu'une certaine égalisation peut se produire. Nous constatons aujourd'hui que, depuis les années 90, le monde a plutôt une tendance à un développement inégalitaire tant entre les pays qu'à l'intérieur des pays. A ce développement inégalitaire dans le domaine de la richesse s'ajoute celui du savoir. En effet, compte tenu du développement de la société de l'information, le savoir est un facteur clé et l'exclusion se fera à l'avenir sans doute entre ceux qui savent et ceux qui ne savent pas. Toutefois, il n'y a aucune fatalité et aucun déterminisme qui soient inhérents au phénomène de globalisation. Un nouvel art de gouverner et de réguler ainsi que de nouvelles formes de solidarité pourront – nous l'espérons – permettre d'y remédier.

4. En guise de conclusion

La globalisation est bien plus que l'interdépendance croissante des économies (intensification du commerce international et des mouvements de capitaux). Elle est un processus dynamique, dialectique et sociétal qui est engendré par des mutations technologiques et par des décisions politiques. Elle est surtout caractérisée par une nette accélération de la circulation (des personnes, des capitaux, des biens et services, ainsi que des informations) et de succession et de la diffusion des innovations. Elle expose ainsi tous les domaines d'activité de la société à d'importantes mutations et génère une interpénétration croissante des différents domaines.

La globalisation est un fait, une donnée – mais ses manifestations et ses conséquences ne sont pas une fatalité. Pour "humaniser" le phénomène de la globalisation au sens large, il faut - au-delà de la volonté et du consensus politique - une adaptation des formes d'organisation, de gestion et de régulation de la société.

Guy Schuller

Bibliographie

Bairoch Paul, Kozul-Wright Richard (1996) "Globalization myths : Some historical reflections on integration, industrialization and growth in the world economy" Geneva, UNCTAD, Discussion Papers, no 113 (March 1996)

Baldwin Richard E, Martin Philippe (1999) "Two Waves of globalisation : superficial similarities, fundamental differences" NBER Working Paper Series 6904, Cambridge

Boyer Robert (1997) "Les mots et les réalités" in Dossiers de l'Etat du monde "Mondialisation au-delà des mythes" Paris, La Découverte pp 13-51

Cohen Daniel (1997) "Richesse du monde, pauvreté des nations", Paris, Flammarion

Dunning John H (1997) "Governments and the macro-organization of economic activity : an historical and spatial perspective", Review of International Political Economy 4 :1 Spring 1997 :42-86

Feenstra Robert C. (1998) "Integration of Trade and Disintegration of Production in the Global Economy" Journal of Economic Perspectives (Fall), pp. 31-50

Giraud Pierre-Noël (1997) "Mondialisation, emploi et inégalités" in "Mondialisation au-delà des mythes" Dossiers de l'Etat du monde, Paris, La Découverte, pp. 101-115

Guilhot Nicolas (1999) "Les enjeux de la mondialisation" p. 7-28 in "Les enjeux du débat public contemporain", sous la direction de Hugues Jallon, Paris, La Découverte

Hirst Paul et Thompson Grahame (1996) "Globalization in Question", Cambridge, Polity

Izraelwicz Eric (1997) "Ce monde qui nous attend. Les peurs françaises et l'économie", Paris, Gras

Lee Eddy (1996) "La mondialisation et l'emploi : des craintes justifiées?" in Revue internationale du Travail, vol. 135 no 5, pp. 531-543, Genève

Lehners Jean-Paul, Schuller Guy et Goedert Janine (éds) (1996) "Régions, nations, mondialisation", Centre Universitaire, Cahiers ISIS, Fascicule V Luxembourg,

Ohmae Kenichi (1995) "De l'Etat-nation aux Etats-régions" Dunod, Paris

Reich Robert (1993) "L'économie mondialisée", Dunod, Paris

Rodrik Dany (1998) "The Debate over Globalization: how to move forward by looking backward", A paper prepared for a conference on the Future of the World Trading System, IIE, Washington DC, April 15 (<http://www.ksg.harvard.edu/rodrik/papers.html>)

Schuller Guy (1997) "Les relations économiques extérieures de l'Union européenne. Défis et chances de la globalisation", Luxembourg, Institut Grand-Ducal Section des Sciences Morales et Politiques

L'exclusion se fera à l'avenir sans doute entre ceux qui savent et ceux qui ne savent pas.

À qui profitera le 21^e siècle ?
(Photo: UNICEF)

